



Mouvement LST

www.mouvement-LST.org

Appel pour un humanisme réel

Réflexions des militant-e-s du mouvement LST
à propos de la réglementation sur la mendicité.

Mise au point sur les propos méprisants et amalgames
à l'égard de familles Roms qui survivent en région namuroise.

Août 2015

Éditeur resp. L. Lefèbvre, LST
27 rue Pépin - 5000 Namur
081 22 15 12 - 0496 18 64 77
www.mouvement-LST.org

Appel pour un humanisme réel

Vous avez dit « politiques de lutte contre la pauvreté » ?

Suite aux événements qui se sont déroulés à Namur fin du printemps et début de l'été 2015, des militantes et militants du mouvement Lutttes Solidarités Travail vous font part de leurs réflexions à propos de certaines pratiques en matière de gestion de la grande pauvreté à Namur.

D'une part, l'expulsion de familles "Roms" qui occupaient une maison vide à La Plante le même jour que l'expulsion d'un autre groupe de squatteurs d'un logement lui aussi laissé à l'abandon Chaussée de Perwez.

D'autre part, la publicité organisée autour de ces faits et surtout les arguments avancés par les pouvoirs locaux et largement relayés par les médias et par une part de la population nous poussent à réagir.

Un autre fait nous pousse également à réagir. Il s'agit de l'intervention au Conseil communal ⁽¹⁾ d'un groupe, qui conteste les expulsions effectuées par la ville dont certains membres sont parmi les expulsés de la chaussée de Perwez. Cette intervention dont la forme et les argumentaires ne serviront certainement pas la cause des personnes et des familles qui doivent résister à la misère contribuera sans doute à les fragiliser une fois de plus.

Nous refusons de banaliser les formes violentes que prend de plus en plus la gestion de la pauvreté et des inégalités. C'est au moment de la discussion sur le règlement de la mendicité à Namur que cette intervention a eu lieu. Une nouvelle porte s'ouvrait ainsi aux nombreux amalgames diffusés via la presse et les responsables politiques namurois à propos des personnes qui sont réduites à mendier pour survivre, qui développeraient des attitudes violentes, qui seraient membres de bandes organisées, etc.

1 Conseil communal de Namur du 26 mai 2015

Une répression accrue

Mercredi 3 juin 2015 :

La ville de Namur expulse des familles Roms du squat qu'elles occupent depuis quelques mois à La Plante et prépare une nouvelle réglementation. Le même jour, dès les premières heures de la matinée, les services de la ville procèdent à l'expulsion d'un autre squat à la chaussée de Perwez. Dans une interview diffusée par Belga, Madame Scailquin, échevine du logement, justifie cette double expulsion par un hasard de calendrier. En ce qui nous concerne, nous pensons que ces expulsions étaient parfaitement organisées et que cette action visait surtout à faire fuir les familles Roms.

... En fin de matinée, deux familles de Roms avec des enfants, sans-papiers victimes de réseaux organisés, ont été expulsées de la maison Legrand, avenue de la Plante.

"C'est un hasard du calendrier. Les squatteurs couraient un danger et la Ville aurait porté une responsabilité en cas de problème. Chaussée de Perwez, le bâtiment connaît d'importants problèmes de sécurité à la toiture et au plancher", a expliqué Stéphanie Scailquin, précisant que "le squat est une occupation non autorisée d'un bâtiment, sans titre, ni droit".

Agence Belga, 03-06-2015, site RTBF

Nous refusons ces affirmations et dénonçons l'utilisation abusive de la notion de "réseaux organisés" assimilés à des mafias et à la traite des êtres humains. Une fois de plus ces notions sont utilisées dans une volonté de nuire à une population qui par ailleurs est condamnée à vivre dans la misère et dans l'errance.

Vendredi 5 juin 2015 :

Deux jours plus tard, le 5 juin, Monsieur Prévot, Ministre Wallon et Bourgmestre empêché de la ville de Namur, diffusait à travers la presse les mêmes argumentations pour justifier la création d'un nouveau règlement contre la mendicité.

Dans l'édition de Vers l'Avenir du 5 juin, nous retrouvons les prolongements de cette campagne de presse dont les propos discriminatoires (voire diffamatoires) à l'égard d'une population sont manifestes. Voici les propos et faits qui y sont relatés.

Nous sommes un mercredi matin. Dans le quartier des Croisiers, un combi de

police s'est arrêté et interpelle une dame, dont le français est balbutiant, et qui tend la main pour glaner une pièce...

... Ce qui a interpellé les deux intervenants qui questionnent l'interpellée, c'est que la dame était accompagnée d'un enfant en (très) bas âge. La mendicité a aussi son côté marketing. Organisé.

« C'est de réseaux dont on parle ici », dit le bourgmestre de Namur Maxime Prévot. Des réseaux structurés, et soigneusement mis en scène : un enfant qui sera sur les pavés aux côtés de la main tendue attirera le regard et la compassion. Dans une moindre mesure, mais tout aussi efficace, un chien au regard larmoyant sera une bonne accroche... » Vers l'Avenir, 05-06-2015

Si, comme l'affirme ce journaliste reprenant les propos des responsables de la Ville de Namur, "la mendicité a aussi son côté marketing organisé", il nous semble que l'ensemble de ces événements correspond au déroulement d'une campagne soigneusement orchestrée.

Vous avez dit "marketing", mais de quel marché s'agit-il? Ce ne sont pas deux mais trois familles, voire davantage, qui sont chassées d'une maison abandonnée qu'elles occupaient faute de mieux. **C'est d'une campagne de gestion de la misère, de chasse aux pauvres** qu'il est question.

Ces événements tombaient à pic pour relancer dans l'opinion publique les arguments qui justifieront les pratiques discriminatoires qui seront à la base d'une nouvelle réglementation de la mendicité à Namur.

Quels sont les éléments de connaissance réels intégrés par les responsables de la ville de Namur sur les résistances à la misère, ou moyens de survie développés par des familles Roms qui tentent de rester groupées, ou des familles "du terroir" qui cherchent à sortir de l'extrême pauvreté ?

Dans un document publié par LST ⁽²⁾ à l'occasion du 17 octobre 2014 (Journée mondiale de refus de la misère) et diffusé devant les parlementaires wallons, nous mettions en évidence les nombreuses **réglementations qui "criminalisent" un grand nombre de pratiques de résistance à la misère développées par les plus pauvres.**

Nous nous insurgons face aux arguments "diffamatoires" développés à l'égard

2 Mouvement LST, 1994-2014 : 20 ans de dialogue - Regard des plus pauvres sur la répression et la 'criminalisation' de la pauvreté, Étude collective présentée lors de la Journée mondiale du refus de la misère 2014, 50 p. Téléchargeable sur http://www.mouvement-lst.org/publications_2014-10-17_repression_criminalisation_pauvrete.html

d'une population et qui contribuent à stigmatiser de manière irrémédiable ces personnes que certains assimilent trop facilement à des "bandes mafieuses organisées".

Cet amalgame, qui apparaît clairement dans la bouche des responsables de la Ville de Namur à propos des familles Roms expulsées, révèle des intentions malveillantes mal dissimulées par de prétendues intentions de solidarité.

(...) Namur les connaît, ces visages torturés. Sur les trottoirs. Mais aussi, plus récemment et dans un modèle des capitales, cette main tendue à un carrefour. Près du pont du Luxembourg, notamment, certains habitués de la démarche façon frappe à la vitre du véhicule se sont installés. Récupérés le soir par leur coach, puisque que l'on travaille en équipe mais que les gains sont remis uniquement à l'entraîneur.

Le collège de Namur a décidé de reprendre les choses en main et en pleine légalité administrative. Pour éviter que des hommes, des femmes, des enfants, soient utilisés comme cochons payeurs (...). Vers l'Avenir du 05-06-2015

Ces arguments sont à mettre dans le même panier que ce qui justifie la répression d'allocataires sociaux sous le couvert de la chasse à la fraude sociale bien connue à travers "tous ces chômeurs qui roulent en 'Mercedes' pour aller travailler en noir".

Si, pour comprendre et se solidariser de réalités humaines de détresse, notre connaissance se construit sur ce que des clichés propagent, notre "modèle de civilisation" est en sérieux recul.

Dans notre interpellation du printemps 2014 au Conseil communal et aux citoyens namurois ⁽³⁾ nous disions : « Telle une sorte 'd'amputation' d'une partie importante du corps social, **on tente d'évacuer loin des regards ceux et celles dont l'existence est le miroir des inégalités profondes** qui poussent une part croissante de la population vers des existences de misère. Nous atteignons des niveaux d'inégalité jamais atteints dans la répartition des biens, des services et des richesses produites dans nos sociétés qui pourtant débordent 'd'abondance' pour certains. ».

Dénouement

Le 19 août 2015, la police de Namur expulse d'autres personnes de la communauté

3 Lettre ouverte distribuée lors du Conseil communal de Namur du 24.04.2014
Téléchargeable depuis http://www.mouvement-lst.org/actualites_2014.html#20140424

des Roms d'un immeuble abandonné qu'elles occupaient rue des Verreries à Jambes. Expulsion d'une rare violence sur base des dires des victimes mais aussi de personnes qui ont assisté à cette intervention policière.

Depuis le 3 juin, les autres familles Roms expulsées de la "Villa Legrand" à La Plante vivent toujours dans l'errance avec leurs enfants, se déplaçant d'un parc à un abri de fortune.

Face à tout cela, nous ne pouvons qu'exprimer nos inquiétudes sur le devenir de nos sociétés. L'histoire nous apprend que le niveau d'humanité d'une société se vérifie aussi dans l'attention qui est accordée aux plus faibles. Il semble que, malgré certaines apparences de « bienveillance », le vent souffle dans le mauvais sens...

De quoi seront fait nos lendemains ?

En attente de solutions réellement humaines et respectueuses du droit à une existence digne pour toute personne et chaque famille.

Le mouvement LST, été 2015